



Cahier des Clauses Administratives Particulières

(CCAP)

Niveau de classification			
MD	MA	MS	NP
			X

N°
2025BSTSAI 8791

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Objet du marché :

BREST

—

Travaux de réhabilitation du réservoir d'eau INDUSTRIELLE des CAPUCINS

Maître de l'ouvrage :
Ministère des Armées

Conducteur d'opération :
SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE ATLANTIQUE
(SID ATL)

TABLE DES MATIERES

1	DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1	OBJET ET LOCALISATION DES TRAVAUX.....	4
1.2	INTERVENANTS A L'OPERATION	4
1.3	ALLOTISSEMENT	4
1.4	TRANCHES OPTIONNELLES	4
1.5	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	4
2	PIECES CONTRACTUELLES	5
2.1	PIECES PARTICULIERES	5
2.2	PIECES GENERALES.....	5
2.3	MEMOIRE TECHNIQUE	5
2.4	CONFORMITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
3	MODALITES DE COMMUNICATION	6
3.1	FORME DE COMMUNICATION.....	6
3.2	ORDRES DE SERVICE	6
3.3	COMMUNICATION DE FICHIERS « LOURDS » SUR PLATEFORME DEMATERIALISEE	6
4	PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....	7
4.1	AVANCE	7
4.2	CONTENU DES PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES.....	7
4.3	VARIATION DES PRIX	7
4.4	APPLICATION DE LA TVA.....	8
4.5	PAIEMENT ET REGLEMENT DES COMPTES.....	8
4.6	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES, EXECUTION COMPLEMENTAIRE.....	11
5	DELAIS	12
5.1	DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	12
5.2	DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	12
6	REALISATION DES OUVRAGES.....	13
6.1	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
6.2	IMPLANTATION DES OUVRAGES	13
6.3	PREPARATION, EXECUTION ET COORDINATION DES TRAVAUX.....	14
7	RECEPTION, GARANTIES ET ASSURANCES	17
7.1	RECEPTION	17
7.2	PRISE DE POSSESSION AVANT L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX	17
7.3	MISE A DISPOSITION TEMPORAIRE	17
7.4	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT	17
7.5	GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	17
7.6	GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT	18
7.7	GARANTIES PARTICULIERES.....	18
7.8	MESURES CONSERVATOIRES	18
7.9	ASSURANCE	18
8	PENALITES ET RETENUES.....	20
8.1	PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX	20
8.2	CUMUL ET PLAFONNEMENT	20
9	CONFIDENTIALITE, MESURES DE SECURITE	20
9.1	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DOCUMENTS/INFORMATIONS PORTANT LA MENTION « DIFFUSION RESTREINTE »	20
9.2	PROTECTION DU SECRET	20

10	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	20
11	CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	20
11.1	INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	20
11.2	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	20
12	COORDINATION DES ACTIVITES DU SITE	21
13	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	21
14	DIFFERENDS ET LITIGES	22
14.1	DECOMPTE GENERAL REFUSE OU AVEC RESERVES	22
14.2	MEMOIRE EN RECLAMATION.....	22
14.3	DROIT APPLICABLE	22
14.4	MISSION MINISTERIELLE PME/PMI.....	22
15	DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC « E-ATTESTATION ».....	23
15.1	PRESENTATION DU DISPOSITIF « E-ATTESTATION »	23
15.2	DOCUMENT A PRODUIRE.....	23
16	RESILIATION DU MARCHE/ACCORD-CADRE	24
17	DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	24

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet et localisation des travaux

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent :

Travaux de réhabilitation du réservoir d'eau INDUSTRIELLE des CAPUCINS à Brest.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Intervenants à l'opération

1.2.1 Représentants du maitre d'ouvrage

Le **directeur du SID ATLANTIQUE** agissant en tant que maitre d'ouvrage, désignera, dès la notification du marché, les personnes physiques habilitées à le représenter et les délégations de signature qui leur sont accordées.

1.2.2 Conducteur d'opération

La conduite d'opération est assurée par **l'USID de BREST**

1.2.3 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée en **interne par l'USID de BREST.**

1.2.4 Contrôle technique

L'exécution du marché n'implique pas l'intervention d'un contrôleur technique.

1.2.5 Coordinateur SPS

L'exécution du marché ne nécessite pas l'intervention d'un coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé. Les travaux sont exécutés sous plan de prévention, en lien avec les textes cités [au 10 du présent CCAP.](#)

1.2.6 Coordination SSI

La nature des travaux faisant l'objet du marché n'implique pas l'intervention d'un coordinateur des systèmes de sécurité incendies.

1.2.7 Autres intervenants

Sans objet

1.3 Allotissement

Sans objet.

1.4 Tranches optionnelles

Le marché n'est pas divisé en Tranches Optionnelles.

1.5 Marchés de prestations similaires

Le SID ATLANTIQUE se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique (R. 2322-12 du code de la commande publique si MDS), des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable.

2 PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation au 4.1 du CCAG Travaux, le marché est régi par les documents ci-après cités par ordre de priorité décroissante.

L'exemplaire original de ces pièces est conservé dans les archives du maître d'ouvrage et fait seul foi.

2.1 Pièces particulières

1. L'**Acte d'Engagement** (AE) et ses annexes.
2. Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP) et ses annexes.
3. Le Cahier des **Clauses Techniques Particulières** (CCTP) et ses annexes. Les spécifications non portées au CCTP, mais inscrites sur les plans contractuels fournis par l'administration ont même valeur que celles des CCTP. En cas de contradiction entre les pièces écrites du CCTP et les plans, les dispositions des pièces écrites prévalent. En cas de contradiction entre plusieurs plans, la priorité sera accordée aux plans dressés à la plus grande échelle.

2.2 Pièces générales

6. Le **Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés publics de travaux** en vigueur au moment de publicité de l'avis d'appel public à la concurrence relatif au présent marché (CCAG Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021).
7. Les fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil lors de la notification du marché.
8. Les documents techniques unifiés dont la liste est publiée dans les e-Cahiers du CSTB, en vigueur à la date de notification du marché ;
9. Les différents documents techniques, normes et recommandations professionnelles citées dans le CCTP et ses annexes

2.3 Mémoire Technique

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, le mémoire technique ne sera pas contractualisé. Cependant le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de rendre contractuel tout ou partie du mémoire technique.

2.4 Conformité des documents contractuels

Tous les documents faisant partie du marché sont réputés cohérents entre eux et complémentaires dans leur ordre de prévalence. L'absence d'énumération d'une annexe au titre du présent article n'a pas pour effet de la rendre inopposable dès lors qu'un document contractuel y renvoie.

Le titulaire a l'obligation de vérifier la documentation mise à sa disposition et de signaler au maître d'ouvrage dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par l'homme de l'art (voir également les dispositions de [l'article 6.1 du présent CCAP](#)).

Si, en cours d'exécution du marché, le titulaire détecte des manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences entre des courriers échangés et le marché, il est de sa responsabilité d'informer immédiatement le maître d'ouvrage de ces manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences, sans qu'il puisse s'en prévaloir à défaut.

Pour rappel, **aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents transmis par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché**. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

3 MODALITES DE COMMUNICATION

3.1 Forme de communication

En complément de l'article 3.1 du CCAG travaux, les communications d'informations, qui font notamment courir un délai, sont faites :

- Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Soit par voie postale :
 - par courrier recommandé avec accusé de réception ;
 - par courrier simple, adressés en deux exemplaires au titulaire, qui renvoie immédiatement au maître d'ouvrage l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu,
- Soit par échanges dématérialisés :
 - par mail : le titulaire renvoie immédiatement un courriel attestant la bonne réception de la décision ou de l'information, avec en pièce jointe la/les document(s) qu'il a reçu.
 - par plateforme d'échanges : les parties décident de mettre en place un système d'échange de données informatisées en cours d'exécution du marché, sous réserve qu'il présente les mêmes garanties de traçabilité que l'écrit ;
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

La date de référence prise en compte pour le décompte des délais de réponse ou de traitement de ces informations est la date de notification (date de réception) des décisions et des informations transmises dans les conditions prévues au présent article.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Les parties conviennent qu'en cas de conflit entre un écrit sur support papier et un écrit sur support électronique, l'écrit sur support papier prévaut.

Le titulaire du marché est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable au maître d'ouvrage.

3.2 Ordres de service

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG de travaux, le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les Ordres de Service à destination du titulaire.

Par dérogation au 3.8 du CCAG travaux, les Ordres de Service doivent être écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre qui les adresse au titulaire.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG, dans le cas où le titulaire souhaite émettre des observations sur un ordre de service, ce dernier devra les notifier dans un délai de 15 jours au MOE avec copie au MOA dans tous les cas.

3.3 Communication de fichiers « lourds » sur plateforme dématérialisée

La transmission de fichiers « lourds » entre les deux parties est effectuée via la plateforme dématérialisée « France Transfert ».

Cette plateforme de stockage, accessible sur <https://francetransfert.numerique.gouv.fr/upload> permet de partager des fichiers volumineux avec le titulaire (extérieur au MINARM).

Le titulaire notifie à l'Acheteur la disponibilité des éléments déposés sur la plateforme par courrier électronique.

4 PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

4.1 Avance

Modalités d'octroi :

Conformément à l'article R2191-3 (R2391-1 en MDS) du CCP, l'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Modalités de versement :

Conformément à l'article 11.1 option A du CCAG, et en application de l'article R.2191-7 du CCP (R.2391-4 en MDS), le montant de l'avance est fixé à 30% du montant initial TTC du marché si le délai d'exécution des travaux est inférieur ou égal à douze (12) mois. Si ce délai est supérieur à douze (12) mois, l'avance est égale à 30% d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC du marché divisé par la durée du marché exprimé en mois.

Modalités de remboursement :

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux dispositions de l'article R. 2191-11 (Art. 2391-7 en MDS) du Code de la Commande Publique.

4.2 Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages

4.2.1 Forme et contenu des prix

Les ouvrages faisant l'objet du marché sont réglés à **prix forfaitaire**.

Les prix sont réputés établis, **sans préjudice de l'article 9.1 du CCAG Travaux** :

- En tenant compte de l'ensemble des exigences figurant aux pièces du marché.
- En tenant compte de tous les frais afférents à l'exécution des prestations et à la livraison des équipements définies aux CCTP.

4.2.2 Facilités accordées au titulaire

L'exécution du marché ne comprend pas l'octroi de facilités particulières au titulaire.

4.2.2.1 Zones d'installations de chantier

Les zones suivantes pourront être mises à disposition du titulaire pour ses installations de chantier :

Terreplein à proximité immédiate du chantier – Réservoir des Capucins

Le titulaire s'engage, à l'issue des travaux, à la **restitution des lieux** et à leur **remise en état** aux conditions d'origine.

4.2.2.2 Fluides et énergie

Le titulaire pourra, en accord avec Brest métropole et les fournisseur d'énergie et de fluides, relier à ses frais et risques ses installations aux réseaux suivants:

- Électricité
- Eau potable
- Eaux usées

Les démarches et demandes d'**autorisation de raccordement** sont à la charge du titulaire. Le maître d'ouvrage ne saurait être tenu responsable des éventuels dysfonctionnements de ces réseaux pendant l'exécution des travaux. Le titulaire prend à sa charge les mesures compensatoires qui s'imposent, en cas d'anomalies constatées dans l'alimentation en fluides et énergie et qui lui sont préjudiciables.

4.3 Variation des prix

4.3.1 Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG Travaux, les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de la dernière offre. Ce mois est appelé "mois zéro" et est indiqué en première page de l'acte d'engagement.

4.3.2 Mode de variation des prix

Les prix du marché sont **fermes et actualisables** dans les conditions suivantes.

En application des :

- [Articles R. 2112-7 à 12 et R. 2112-14 du code de la commande publique](#)

4.3.3 Modalités de calcul de variation des prix

4.3.3.1 Choix de l'index de référence

L'index de référence, choisi en raison de sa structure pour la variation des prix des travaux faisant l'objet du marché est le suivant : BT06

La valeur des index peut être consultée au Moniteur des travaux Publics ou sur le site de l'INSEE : www.insee.fr.

4.3.3.2 Formule de variation des prix

Le coefficient de révision **Cn** applicable pour le calcul de l'acompte du mois est donné par la formule suivante :

$$Cn = 0,15 + 0,85 (In/Io)$$

Dans laquelle **In** et **Io** sont les valeurs prises par l'index de référence respectivement au mois n d'exécution des prestations et au mois zéro.

La valeur finale de l'index **I** à retenir pour le calcul de la révision du prix est celle atteinte au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à compter de la date de leur réalisation si celle-ci est antérieure.

La révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

4.3.4 Variation provisoire

Lorsqu'une actualisation ou une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre variation avant la variation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

4.4 Application de la TVA

La TVA figurant à l'Acte d'Engagement est citée à titre indicatif. Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

4.5 Paiement et règlement des comptes

4.5.1 Généralités

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions de l'article 10.2 du CCAG Travaux.

Le titulaire doit déposer gratuitement ses projets de décompte de façon dématérialisée sur le portail sécurisé CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour plus d'information, le titulaire peut consulter la documentation fournie sur le site de la communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

AVERTISSEMENT : Avant premier dépôt d'un projet de décompte, il est conseillé au titulaire de prendre contact avec le service comptable de le SID ATLANTIQUE :

Courriel : sid-atlantique-sd-ac-liquid-facture.contact.fct@intradef.gouv.fr

N° de téléphone : 02.98.14.83.34 - 02.98.14.89.84 - 02.98.14.80.72

Les modalités pratiques de dépôt des factures ou projets de décompte dans CHORUS PRO sont précisées dans la « **Fiche d'Identité du Marché** », remise à la notification du marché.

4.5.2 Demande de paiement

Les projets sont établis conformément aux modèles notifiés par ordre de service après notification du marché **avant la fin de chaque mois**.

Ils indiquent le **montant des travaux** à payer tel qu'arrêté à la fin du **mois** écoulé, ce montant étant établi à partir des prix initiaux figurant dans le marché y compris les rabais ou majorations. Il ne tient pas compte de la TVA et d'une éventuelle variation de prix, lesquelles sont calculées, [par dérogation au 12.2 du CCAG Travaux](#), par le maître d'ouvrage.

4.5.3 Établissement des états d'acompte

[Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG Travaux](#), la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte mensuel envoyé par le titulaire.

[Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux](#), le Maître d'ouvrage établit et adresse directement au titulaire l'état d'acompte.

4.5.4 Demande de paiement finale

[Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux](#), le titulaire ne peut transmettre son projet de décompte final au maître d'œuvre qu'après prononciation de la réception sans réserve, par le Maître d'ouvrage ou après levée des réserves si la réception en était assortie.

Le projet de décompte général est validé électroniquement par le Maître d'ouvrage via l'application OSEA et devient alors le décompte général. La validation du projet de décompte général peut être effectuée de manière électronique.

[Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux](#), le Maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- Quarante (40) jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire ;
- Trois (3) mois maximum après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

[Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux](#), seul le décompte général notifié par le Maître d'ouvrage peut devenir le décompte général et définitif du marché.

Si le Maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le Maître d'ouvrage, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à [l'article 55.1 du CCAG Travaux](#).

4.5.5 Délais de paiement

Le délai global de paiement des acomptes et du solde ne peut excéder trente (30) jours ([article R.2192-10 du Code de la Commande Publique](#)).

La date de départ du délai global de paiement est :

- Pour les acomptes : celle définie à [l'article 4.5.3 ci-dessus](#),
- Pour le décompte général : la date de réception du décompte général et définitif.

Les [articles R. 2192-12 à R. 2192-36 de la section 2 « Délais de paiement » indiquée au 1er alinéa](#) précisent les modalités d'application du délai global de paiement (déclenchement, interruption du délai de paiement, mode de calcul).

4.5.6 Rémunération sur approvisionnement

Il n'est pas prévu de versement d'acompte sur approvisionnement.

4.5.7 Paiement des groupements et des sous-traitants

4.5.7.1 Paiement des groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire est seul habilité à présenter les demandes de paiement, relatives au financement du marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjoint) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaire) acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par le mandataire.

4.5.7.2 Désignation du sous-traitant en cours de marché

Le titulaire du marché public peut, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du Maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux [articles L. 2393-1 et L. 2393-2 du Code de la Commande Publique](#).

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le maître d'ouvrage impose aux titulaires et aux sous-traitants **l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC** (<https://subclik.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter **l'article B1** de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active **pendant toute la durée du contrat**.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est fourni en [annexe 2](#) du CCAP.

Il est précisé que pour toute sous-traitance dont le montant est supérieur ou égal à 10 % du montant total du marché, le sous-traitant est admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par le maître d'ouvrage.

Les paiements de toutes les sommes dues au sous-traitant non admis au paiement direct sont garantis par une **caution bancaire** obtenue par le titulaire et dont la copie est impérativement fournie à l'appui du formulaire DC4-rang1.

4.5.7.3 Sous-traitance indirecte

En application [des articles 3.6.2.2 et 3.6.2.3 du CCAG Travaux](#), et en vue de faire accepter le sous-traitant indirect et agréer ses conditions de paiement par le Maître d'ouvrage, le titulaire veille à ce que le sous-traitant direct respecte le formulaire DC4-rang2 joint en **annexe 1 au présent CCAP**. Ce document est ensuite transmis au titulaire, lequel le transmet à son tour au Maître d'ouvrage. Le titulaire veille contractuellement au respect de ce formalisme par son sous-traitant.

Les éventuels sous-traitants de second rang et de rang ultérieur ne peuvent se prévaloir du paiement direct.

Les paiements de toutes les sommes dues au sous-traitant indirect sont garantis par une caution bancaire obtenue par le sous-traitant de rang 1. **A la remise du DC4 rang 2, la copie de la caution bancaire devra être impérativement fournie à l'appui du formulaire sous peine de rejet de la demande de sous-traitance.**

4.5.7.4 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants, en plus de ce qui est prévu [au 10.8 du CCAG Travaux](#), le titulaire joint **en simple exemplaire** au projet de décompte, une **attestation indiquant la somme à régler** par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme indique le montant à régler hors TVA. Elle ne tient pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle est calculée par le maître d'ouvrage.

Pour les sous-traitants d'un titulaire du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en simple exemplaire au projet de décompte, signée par celui des titulaires du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme indique le montant à régler hors TVA. Elle ne tient pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle est calculée par le maître d'ouvrage.

4.6 Prestations supplémentaires ou modificatives, exécution complémentaire

4.6.1 Prix des Prestations supplémentaires ou modificatives

En complément des dispositions prévues à [l'article 13 du CCAG Travaux](#), le maître d'œuvre peut demander par Ordre de Service une proposition de prix pour des Prestations supplémentaires ou modificatives avant l'Ordre de Service visé à [l'article 13.1 du CCAG Travaux](#).

En cas de demande, de la part du maître d'œuvre, d'étude ou de travaux modificatifs, le titulaire est tenu de fournir une proposition de prix, assortie de décompositions ou sous-détails, pour la rémunération de tout ouvrage non prévu, dans un délai fixé par la lettre ou l'Ordre de Service lui prescrivant d'évaluer de tels ouvrages.

Dans le silence de la lettre ou de l'Ordre de Service, ce délai sera d'un (1) mois calendaire ; il ne pourra en aucune manière être réduit à moins de quinze (15) jours. Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, le maître d'œuvre lui notifiera par Ordre de Service un prix d'attente.

L'Ordre de Service de réalisation des travaux/prestations ne peut être valablement émis par le maître d'œuvre qu'après la validation formelle du Maître d'ouvrage de la prestation supplémentaire ou modificative.

4.6.2 Augmentation du montant des travaux

[Par dérogation aux articles 14.4.2 et 14.4.3 du CCAG Travaux](#), lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un Ordre de Service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le Maître d'ouvrage. A défaut d'une telle décision de poursuivre, **les travaux exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés**. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celle qui sont définies par le dépassement du montant prévu par le marché. Ce montant se substitue au montant contractuel pour l'application des [articles 14 et 15 du CCAG Travaux](#). Un avenant au marché viendra ultérieurement confirmer la décision du Maître d'ouvrage.

4.6.3 Retenue de garantie

Il n'est pas constitué de retenue de garantie.

5 DELAIS

5.1 Délais d'exécution des travaux

5.1.1 Délai global d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est fixé à l'article B5 de l'Acte d'Engagement.

5.1.2 Calendrier détaillé

Un calendrier prévisionnel présentant les différentes phases des travaux sera soumis à l'approbation du maître d'œuvre durant la période de préparation.

5.1.3 Prolongation des délais d'exécution

En application de l'article 18.2.3 3ème alinéa du CCAG Travaux sont considérés comme normalement prévisibles les phénomènes naturels ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités et durées limites indiquées :

Nature du phénomène naturel	Intensité et durée limite
Neige	A partir d'un 1 cm de neige pendant 12h
Gel	Température sous abri : -5°C à 08h00
Vent	80km/h en rafales
Pluie	10mm en 24 heures

Le lieu de constatation de l'intensité des phénomènes naturels sera **la station météo de Guipavas (29)**.

Par ailleurs, en application de l'article 18.2.3 1er al du CCAG Travaux, le nombre de journée d'intempérie prévisible est de 5 jours.

Le titulaire dont le chantier est arrêté, totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer le plus rapidement possible le maître d'œuvre par écrit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre, dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

5.2 Délai de remise des documents fournis après exécution

Le titulaire doit remettre les éléments de DOE au fil de l'achèvement des ouvrages concernés et dans le respect du calendrier mis au point lors de la période de préparation

Toutefois, les sous-dossiers DCO/2 (plan atlas), DCO/3 (plans topographiques), DFO/4 (carnet sanitaire des réseaux et installations d'eau potable) et DFO/5 (synthèse d'étude thermique) pourront être remis dans un délai d'un (1) mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux.

6 REALISATION DES OUVRAGES

6.1 Obligations du titulaire

6.1.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage. Il doit notamment :

- signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain ;
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis ;
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

6.1.2 Obligation de résultat

Le titulaire assume la direction et la réalisation des prestations, objet du marché, et met en œuvre les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Le marché est assorti d'une obligation de résultat pendant toute sa durée d'exécution et, en sa qualité de professionnel, le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que du personnel qu'il a engagé. Le titulaire s'oblige à :

- garantir des résultats conformes aux prestations ;
- faire le nécessaire pour que le maître d'ouvrage et ses représentants bénéficient, en temps utile, des informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler au maître d'ouvrage tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché, à retarder ou à compromettre la livraison des prestations, ainsi que toute imprécision ou incohérence contenue dans les pièces du marché ;
- respecter les dispositions de qualité et de sécurité conformes à l'état de l'art ;
- effectuer ses prestations avec toute la diligence, la célérité, la réactivité et la discrétion qu'elles imposent.

6.1.3 Connaissance acquise

Le titulaire a la possibilité de faire avant tout commencement des travaux, tous les états des lieux avec constats d'huissiers, relevés, etc. utiles à définir sa responsabilité vis à vis des tiers privés ou publics. En compléments de ces dispositions, les éventuelles conditions particulières avant tout commencement du chantier sont précisées aux CCTP.

Le titulaire ne peut se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de son marché, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultant :

- des mesures mentionnées ci-avant (§ 6.1.1 et 6.1.2) ;
- des mesures de sécurité lui incombant ;
- de l'exploitation du domaine public et des services publics ;
- de l'exécution simultanée d'autres travaux.

6.2 Implantation des ouvrages

6.2.1 Piquetage Général

Sans objet.

6.2.2 Piquetage spécial

Sans objet.

6.3 Préparation, exécution et coordination des travaux

6.3.1 Période de préparation, programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dans les conditions spécifiées à [l'article B-5 de l'Acte d'Engagement](#).

La durée de la période de préparation figurant à l'Acte d'Engagement :

- peut être prolongée par décision du Maître d'ouvrage, sauf si la raison du retard est imputable au titulaire.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la période de préparation est de 1 mois.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énumérées ci-après à la diligence respective des parties contractantes.

Par les soins du maître de l'ouvrage :

- Délivrance des autorisations d'accès.
- Mise à disposition des sources d'énergie prévues au [4.2.2.2 du présent document](#).
- Mise à disposition du titulaire des emplacements nécessaires tels que définis au [CCTP](#).
- Transmission trente (30) jours au moins avant le démarrage des travaux de la déclaration préalable visée à [l'article L.4532-1 du code du travail](#) aux organismes de prévention.
- En cas d'opération classée en catégorie 1, constitution du Collège Interentreprises de Sécurité et de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT), vingt-et-un (21) jours au moins avant le démarrage des travaux.

6.3.2 Plans d'exécution, notes de calcul, études de détail

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

6.3.3 Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre les éléments de DOE au fil de l'achèvement des ouvrages concernés et dans le respect du calendrier mis au point lors de la période de préparation.

Tous les éléments de DOE sont soumis au contrôle du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, qui disposent d'un délai total de deux (2) mois, à compter de la remise du dossier complet, pour effectuer ce contrôle et retourner au titulaire, par l'intermédiaire du maître d'œuvre, les éléments avec les observations éventuelles.

Le titulaire dispose alors de quinze (15) jours pour émettre un nouvel indice des éléments du dossier ayant fait l'objet des observations. Le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage disposent d'un (1) mois à compter de la réception du nouvel indice pour les viser à nouveau.

6.3.4 Organisation, sécurité et protection de la santé

6.3.4.1 Documents disponibles sur le chantier

Le titulaire est tenu d'avoir en permanence sur le chantier les pièces générales techniques constitutives du marché ([pièces citées à l'article 2 du présent CCAP](#)) limitées à celles applicables aux natures d'ouvrage faisant l'objet du présent marché et dont l'exécution n'est pas terminée.

6.3.4.2 Installations de chantier

Locaux pour le personnel :

Il appartient au titulaire du marché de réaliser les ouvrages provisoires de chantier nécessaires à la desserte et aux installations communes.

Il est rappelé que le titulaire reste le propriétaire des installations, moyens et équipements mis à disposition et qu'il devra en assurer l'entretien et la gestion pendant toute la durée du chantier. Il doit également en assurer la dépose ou la démolition ainsi que l'évacuation en fin de travaux.

Les baraquements, leur ameublement et leurs installations ne pourront être récupérés par le titulaire qu'après complet achèvement des travaux

6.3.4.3 Gestion des déchets de chantier

En application de la réglementation relative aux déchets de chantier, [de l'article L.541-2 du code de l'environnement](#) et en complément des [articles 36.1 et 36.2 du CCAG Travaux](#), le titulaire est contractuellement responsable, au même titre que le maître d'ouvrage, de la gestion des déchets créés par les travaux, jusqu'à valorisation ou élimination. Dans ce cadre, le titulaire assure la gestion et le suivi de l'ensemble des déchets produits par les travaux. Les bordereaux de suivi sont systématiquement adressés au maître d'ouvrage et une copie est adressée au maître d'œuvre.

Les déchets amiantés et dangereux sont suivis par les bordereaux réglementaires (Imprimés CERFA type). Les déchets industriels banals et les déchets inertes sont suivis par les justificatifs attestant la prise en charge du déchet, indiquant l'éliminateur final, la nature du déchet traité et la quantité traitée (bordereau de suivi joint en annexe au présent CCAP, attestation de ferrailage, etc...) auxquels sont joints les certificats de transports et tickets de pesée originaux ou en copie dans les mêmes conditions qu'indiquées au paragraphe précédent.

Le titulaire est responsable de l'établissement et de la mise en œuvre du Schéma d'Organisation et de gestion des Déchets (SOGED) prévu [à l'article 11.2.1](#).

Le titulaire établit un document "bilan déchets" reprenant l'intégralité des bordereaux de suivi. En cas de travaux s'exécutant sur plus de 12 mois, le titulaire remet un document bilan déchets actualisé de l'année écoulée. Au terme de l'exécution des travaux le titulaire joint le document bilan déchets final et actualisé. Le bilan déchets final est intégré au dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Dans le cadre de la dématérialisation, le Ministère des armées se réserve le droit d'utiliser une plateforme dématérialisée type Trackdéchets dans le cadre de la gestion des déchets. Le titulaire devra s'y conformer en cours d'exécution.

En cas de non-respect de ces dispositions, des pénalités sont appliquées conformément [au Erreur ! Source du renvoi introuvable. du présent CCAP](#).

6.3.4.4 Sécurité et protection de la santé sur le chantier

Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au plan général de prévention.

Inspection du travail

Il est précisé que l'Inspection du Travail compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail est la personne suivante :

Inspection du travail dans les armées - Antenne de Brest

CC 33 - 29240 Brest Cedex 9

6.3.4.5 Règles de circulation, voiries et signalisation

En plus de ce qui est prévu par [l'article 34 du CCAG Travaux](#), le titulaire devra respecter les règles spéciales de circulation du site où sont effectués les travaux. Ces règles sont consultables dans les bureaux du maître d'ouvrage. Les voiries du domaine militaire sont des voies publiques au sens de [l'article 34.1 du CCAG Travaux](#).

La signalisation et la clôture des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire sera réalisée, s'il y a lieu, par le titulaire du marché sous le contrôle de l'autorité militaire et conformément aux spécifications du CCTP.

6.3.4.6 Consignes particulières, horaires de travail

Les horaires de travail de l'établissement sont les suivants :

- du lundi au vendredi de 08h00 à 17h00

Lorsque le titulaire veut appliquer des horaires différents, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail, **respectant un préavis minimum de cinq (5) jours ouvrés**. Cette dérogation n'est pas due à l'entreprise et le refus d'une telle demande ne pourra pas faire l'objet de réclamation de la part de du titulaire tant en terme de coût que de délai.

Cette dérogation, après validation du maître d'œuvre, ne pourra être que ponctuelle. En cas de refus le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Durant ces activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incidents graves survenus sur le chantier, le titulaire devra en informer immédiatement l'officier de permanence de l'Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Brest au numéro suivant : **06 30 99 04 55**

6.3.4.7 Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, les autorisations administratives, autres que les autorisations d'urbanisme, à délivrer par une entité autre que le Ministère des Armées, sont à la charge du titulaire.

6.3.5 Réunions et visites de chantier

6.3.5.1 Visites de chantier

Les visites de chantier auront lieu à l'initiative du maître d'œuvre.

6.3.5.2 Réunions de chantier

La convocation aux réunions de chantier se fera via le compte rendu de réunion, lequel vaudra convocation du titulaire par le maître d'œuvre. La convocation aux réunions de chantier pourra éventuellement se faire par Ordre de Service.

Le titulaire convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision.

La fréquence des réunions de chantier sera au moins **hebdomadaire**. Leur fréquence exacte sera définie au moment des travaux en concertation avec le maître d'œuvre.

Les réunions auront lieu dans un bureau aménagé à cet effet sur le chantier, à charge au titulaire d'installer un bureau ou une salle de réunion sur le chantier. Elles sont précédées d'une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution. A chaque réunion de chantier, il sera établi par le maître d'œuvre un compte rendu. Ce document aura toute valeur en cas de contestation et de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

Les réunions d'étude, de coordination et de synthèse auront lieu à l'initiative du maître d'œuvre selon des modalités déterminées par celui-ci.

L'article 8 fixe les modalités d'applications des pénalités en cas d'absence en réunion.

6.3.5.3 Mesures de limitation des nuisances de chantier

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités riveraines, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature, notamment :

- bruits ;
- odeurs, fumées, gaz ;
- poussières, saletés ;
- présence de débris divers et gravats ;
- dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions ;
- volume radio, musique.

En dérogation à l'article 34 du CCAG travaux, les réparations des dégradations causées au domaine public sont intégralement à la charge du titulaire du marché.

D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement.

7 RECEPTION, GARANTIES ET ASSURANCES

7.1 Réception

La réception sans réserve ne pourra être prononcée, [par dérogation à l'article 41.3 du CCAG Travaux](#) :

- qu'après remise des documents, notamment le DOE, à fournir après exécution conformément [au paragraphe 0](#),
- que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves et des qualifications définies au CCTP.

Conformément à l'article 4.5.4 du présent CCAP, le solde du marché ne pourra être versé qu'après la réception *Sans Réserve*.

7.2 Prise de possession avant l'achèvement des travaux

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de prendre possession, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages. Cette prise de possession sera précédée d'une réception partielle précédée d'un état des lieux contradictoire à laquelle le titulaire sera dûment convoqué par Ordre de Service.

7.3 Mise à disposition temporaire

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de demander que soient temporairement mis à sa disposition certains ouvrages ou parties d'ouvrage. Les mises à dispositions sont précédées et suivies d'un état des lieux conformément à [l'article 43 du CCAG Travaux](#).

Dans ce cadre, une convention sera établie entre le Maître d'ouvrage et le titulaire établissant les responsabilités de chacun pendant l'exploitation de cette partie de l'ouvrage. Le titulaire devra fournir toute la documentation nécessaire permettant d'exploiter cette partie de l'ouvrage.

La mise à disposition temporaire ne peut pas être interprétée comme une décision de réception.

7.4 Repliement des installations de chantier et remise en état

Les stipulations des [articles 37 et 41.2 du CCAG](#) sont seules applicables.

7.5 Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois, sauf prolongation, [par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux](#), la période de garantie de parfait achèvement sera automatiquement prolongée si les désordres constatés durant la période de garantie de parfait achèvement ne sont pas levés pendant son délai initial et sans qu'il soit besoin de prendre une décision explicite. La durée de la garantie de parfait achèvement sera prolongée jusqu'à résolution complète des désordres signalés durant le délai de parfait achèvement.

Le délai d'intervention relevant de la Garantie de Parfait Achèvement ne doit pas dépasser quinze (15) jours calendaires après signalement du désordre.

En cas d'urgence, l'entreprise doit intervenir dans les deux (2) jours calendaires suivant le signalement. En cas d'urgence impérieuse ou/et opérationnelle, l'entreprise peut être appelée à intervenir **immédiatement**

Le titulaire pourra être amené à intervenir en site occupé et ne pourra s'en prévaloir pour ne pas exécuter ses prestations mais devra, en accord avec le Maître d'ouvrage, trouver les solutions pour minimiser son impact sur la vie du site.

Chaque fois que nécessaire, le Maître d'ouvrage invite le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de [l'article 44 du CCAG -Travaux](#).

Le Maître d'ouvrage peut procéder à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

Le maître de l'ouvrage pourra, « quinze » (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état des installations par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

7.6 Garantie de bon fonctionnement

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant une période de deux ans à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception. Pendant la période de garantie, le titulaire est réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux travaux réalisés.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prend à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de « quinze » (15) jours ou ne réalise pas les prestations nécessaires, le maître de l'ouvrage pourra, « quinze » (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état des installations par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

7.7 Garanties particulières

Outre les garanties légales et celles mentionnées à [l'article 44 du CCAG Travaux](#), les garanties suivantes sont applicables pour les prestations objet du présent marché :

→ Garantie particulière pour matériau de type nouveau :

Si le titulaire utilise des matériaux de type nouveau, c'est à dire dont, soit la mise en œuvre n'est pas définie dans un DTU, soit les caractéristiques ne correspondent pas à une norme, le titulaire garantit la bonne tenue du matériau pendant un délai de cinq (5) ans à partir de la date de réception des travaux. Cette garantie engage le titulaire, dans le cas où la tenue du matériau ne serait pas satisfaisante, à le remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage.

→ Garantie particulière d'étanchéité :

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité de la toiture et des parois extérieures, pendant un délai de 10 (dix) ans à partir de la date de réception des travaux correspondants. Cette garantie est donnée contre toute infiltration d'eau (sauf pour joints entre ouvrants et dormant de menuiseries), traces d'humidité et traces d'efflorescence.

Cette garantie engage le titulaire pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, dans les 48 heures suivant la demande formelle du maître d'ouvrage de procéder à toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires à titre conservatoire pour remédier aux défauts d'étanchéité de sa responsabilité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Le titulaire s'engage à traiter intégralement le désordre sous quinze (15) jours à compter de l'établissement de son constat.

7.8 Mesures conservatoires

Dans le cadre des garanties mentionnées ci-avant, la mise en œuvre de mesures conservatoires peut être nécessaire pour empêcher l'aggravation des désordres et/ou assurer la sécurité des personnes.

7.9 Assurance

Conformément à [l'article 8.1.3 du CCAG Travaux](#), durant la période de préparation du marché s'il en existe une et avant tout commencement d'exécution, chaque cotraitant doit justifier qu'il a contracté, par la fourniture d'une attestation d'assurance portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie :

- Une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations
- Une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les [articles 1792-1 à 1792-4 du Code civil](#) et couvrant les dommages aux existants imputables aux travaux neufs ou nouveaux réalisés dans le cadre du présent marché et soumis à l'obligation d'assurance décennale (cf. à l'article 241-1 du code des assurances).

Le titulaire doit justifier qu'il dispose d'une assurance de responsabilité civile décennale contractée auprès d'une compagnie d'assurance de **solvabilité notoire**, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du contrat ou du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature causés aux tiers. Le titulaire s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Les polices d'assurances devront prévoir les montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité et notamment couvrir les responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 du code civil.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire. En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché, par le maître d'ouvrage, pour faute du titulaire.
--

8 PENALITES ET RETENUES

8.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Les pénalités pour retard dans l'exécution des travaux sont appliquées dans les conditions de [l'article 19.2 du CCAG Travaux](#).

8.2 Cumul et plafonnement

Par dérogation à [l'article 19.2 du CCAG](#) toutes les pénalités et retenues visées au présent CCAP sont cumulables et non plafonnées.

Le Maître d'Ouvrage invitera le titulaire, conformément à [l'article 19.2.4 du CCAG travaux](#), à présenter ses observations relatives aux pénalités qui pourraient lui être appliquées, par tous moyens écrits permettant d'attester la réception par le titulaire de sa demande.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour y répondre

9 CONFIDENTIALITE, MESURES DE SECURITE

9.1 Dispositions applicables aux documents/informations portant la mention « diffusion restreinte »

L'exécution du marché ne nécessite pas l'application de mesures autres que celles de [l'article 5 du CCAG Travaux](#).

9.2 Protection du secret

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense. En conséquence, le titulaire doit se conformer aux dispositions de [l'article 5 du CCAG travaux](#).

Le présent marché est un marché dit non-protégé

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

En plus de ce qui est prévu à [l'article 6 du CCAG Travaux](#), le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans [l'arrêté du 19 mai 2020](#) relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

11 CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

11.1 Insertion par l'activité économique

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

11.2 Clause environnementale

11.2.1 Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)

[Conformément à l'article 36.2.1 du CCAG travaux](#), pour tous les travaux susceptibles de produire des déchets, le titulaire établira un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED).

Ce document décrit l'organisation technique de la gestion des déchets, dans lequel sont précisément décrites les mesures prises pour une bonne gestion des déchets (sensibilisation du personnel, tri prévu, logistique, traçabilité, filières de valorisation ou d'élimination).

11.2.2 Bilan des déchets

A la fin de l'exécution des prestations objet du présent CCAP, le titulaire devra remplir et transmettre le Bilan des déchets

Le bilan déchets est intégré au dossier des ouvrages exécutés (DOE).

11.2.3 Valorisation des déchets du chantier

L'entreprise attributaire du marché prendra soin de prendre des mesures environnementales appropriées pour réduire et valoriser les déchets produits lors de la réalisation des travaux : déchets métalliques et électriques notamment.

Tous les autres déchets qui seront en principe produits et qui peuvent être recyclés doivent être collectés et acheminés vers des installations appropriées.

11.2.4 Produits et matériaux durables :

L'entreprise attributaire du marché utilisera plusieurs produits et matériaux reconnus pour leurs propriétés environnementales : produit/matériaux permettant des économies d'énergie, produits/matériaux naturels et/ou biologiques, produits/matériaux générant moins de déchets (0 emballage par ex) etc.

11.2.5 Présentation des livrables

Tous les documents mis à disposition du RPA seront de préférence au format dématérialisé et /ou sur supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (label FSC, PEFC ou équivalent).

12 COORDINATION DES ACTIVITES DU SITE

Sans objet

13 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application de [l'article 48.1 du CCAG Travaux](#).

Les résultats issus du présent marché étant catégorisés comme non confidentiels, la cession des droits de propriété intellectuelle à l'acheteur est une cession à titre non exclusif, conformément à [l'article 48.2.1 du CCAG](#).

14 DIFFERENDS ET LITIGES

14.1 Décompte général refusé ou avec réserves

En dérogation de l'article 12.4.3 du CCAG travaux relatif au décompte général :

Si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif ; ce mémoire doit être remis au maître d'œuvre dans un délai de trente (30) jours. Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'article 55 du CCAG travaux.

14.2 Mémoire en réclamation

1. Lorsque le titulaire n'accepte pas la proposition du Maître d'ouvrage du marché ou le rejet implicite de sa demande, il doit, sous peine de forclusion, dans un délai de trente (30) jours, le faire connaître par écrit au Maître d'ouvrage en lui faisant parvenir, le cas échéant, aux fins de transmission au maître de l'ouvrage, un mémoire complémentaire développant les raisons de son refus.

Si un différend survient directement entre le Maître d'ouvrage et le titulaire, celui-ci doit adresser un mémoire en réclamation à ladite personne aux fins de transmission au maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG travaux, après avis du maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

2. La décision à prendre sur les différends prévus ci-dessus appartient au maître de l'ouvrage.

Si le titulaire ne donne pas son accord à la décision prise, les modalités fixées par cette décision sont appliquées à titre de règlement provisoire du différend, le règlement définitif relevant des procédures contentieuses.

14.3 Droit applicable

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché, et sans préjudice des dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux, la contestation sera portée devant le :

Tribunal Administratif de Rennes (35) :
3, Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 Rennes Cedex
Tél : 02 23 21 28 28

14.4 Mission ministérielle PME/PMI

Le Ministère des Armées dispose d'une structure de médiation constituée par la mission PME. Le titulaire pourra éventuellement bénéficier de l'assistance de cette entité en la contactant aux coordonnées suivantes :

Tél : 01 42 19 84 02 - Courriel : missionministerielle.pme@defense.gouv.fr

15 DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC « E-ATTESTATION »

15.1 Présentation du dispositif « e-Attestation »

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

« e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

15.2 Document à produire

Le titulaire doit remettre à l'acheteur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux [articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail](#), soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'[article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail](#). Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux [articles L. 5221-2 du code du travail](#). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement.

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation un certificat A1/E101 en application du [règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972](#) fixant les modalités d'application du [règlement n° 1408/71](#).

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'[article 16 \(Résiliation\) du présent CCAP](#).

16 RESILIATION DU MARCHE/ACCORD-CADRE

En complément des [articles 49 et 50 du CCAG Travaux](#), le maître d'ouvrage peut résilier le marché/accord-cadre lorsqu'en cours d'exécution, le titulaire ne dispose plus d'une ou des habilitations exigées lors de la passation du marché/accord-cadre et nécessaires à son exécution, notamment les attestations ou habilitations concernant la protection du secret de la défense nationale. Dans ce cas, la décision de résiliation est notifiée au titulaire sans mise en demeure préalable et n'ouvre pas droit à indemnisation.

En cas de non-respect de l'article 15 du présent CCAP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché/accord-cadre aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours.

Le titulaire doit s'acquitter des formalités mentionnées [aux articles L. 8222-3 à L. 8222-5 du code du travail](#).

En cas de signalement par écrit de l'inspection du travail relatif au non-paiement total ou partiel du salaire minimum légal dû à un salarié détaché au sens de [l'article L1261-3 du code du travail](#) intervenant pour le compte du titulaire du marché/accord-cadre, le maître d'ouvrage ou son représentant peut résilier le marché/accord-cadre aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Cette mise en demeure est notifiée par écrit et est assortie d'un délai de 7 jours laissé au titulaire pour se conformer à ses obligations.

En cas de résiliation du marché, le décompte de liquidation, établi en application de [l'article 51.2 du CCAG travaux](#), pourra être signé de manière électronique.

17 DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

L'ARTICLE DU CCAP	DÉROGE A L'ARTICLE DU CCAG TRAVAUX
2	4.1
2.3	4.1
3.2	3.8.1 et 3.8.2
4.5.2	12.2
4.5.3	12.1.8 et 12.2.2
4.5.4	12.3.2, 12.4.2 et 12.4.4
4.6.2	14.4.2 et 14.4.3
6.3	28.1
6.3.4.7	31.3
6.3.5.3	34
7.1	41.3
7.5	44.2
8.2	19.2
14.1	12.4.3
14.2	55.1.2